

**Point de presse de la porte-parole -
Arabie saoudite/Déplacement de M.
Jean-Yves Le Drian -
Irak/Déclaration du gouvernement
régional du Kurdistan sur une
décision de la cour suprême
irakienne - Fonds mondial de lutte
contre le sida, la tuberculose et le
paludisme/Election de M. Peter
Sands au poste de directeur exécutif
- Exposition universelle 2025/100
jeunes ambassadeurs du monde
entier relaient la candidature de la
France - Caraïbes/13ème conférence
de coopération régionale dans la
zone Antilles-Guyane - Zimbabwe -
Iran - Yémen
(Paris, 15 novembre 2017)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

Arabie saoudite - Déplacement de M. Jean-Yves Le Drian (15 et 16 novembre 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rendra en Arabie saoudite les 15 et 16 novembre. Il sera reçu en audience par le roi Salman et aura un entretien avec le prince-héritier, Mohammed Ben Salman, et avec son homologue, M. Adel al-Joubeir.

M. Jean-Yves Le Drian discutera avec ses interlocuteurs des moyens de densifier notre coopération dans tous les domaines, en particulier économique, politique et culturel dans le contexte du plan «Vision 2030» porté par les autorités saoudiennes.

La lutte contre le terrorisme et son financement sera également au coeur des discussions. Le ministre et ses interlocuteurs évoqueront les moyens de renforcer notre mobilisation commune, avec en perspective la conférence sur la lutte contre le financement du terrorisme que la France organisera au printemps 2018.

M. Jean-Yves Le Drian fera également le point sur les principales crises régionales. Il est important qu'une solution politique puisse être trouvée en Syrie et au Yémen et que l'accès humanitaire soit préservé pour toutes les populations dans le besoin. Les tensions régionales

sont également un sujet de préoccupation commun et le ministre rappellera l'importance d'éviter toute ingérence et de respecter le principe de souveraineté dans la région. M. Jean-Yves Le Drian confirmera l'attachement de la France à la stabilité du Liban dans ce contexte.

Irak - Déclaration du gouvernement régional du Kurdistan sur une décision de la Cour suprême irakienne (14 novembre 2017)

La France salue la reconnaissance par le gouvernement régional du Kurdistan de l'avis de la Cour suprême fédérale d'Irak du 6 novembre sur l'unité de l'Irak, ainsi que la disponibilité au dialogue dont il a fait part.

Nous encourageons le gouvernement irakien et les autorités régionales du Kurdistan à engager sans délai un dialogue pour trouver une solution politique et résoudre les différends sur la base de la constitution irakienne, dans le respect de l'unité et de la souveraineté de l'Irak et des droits des Kurdes.

La France continuera de soutenir les efforts de facilitation du représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour l'Irak, M. Jan Kubis.

Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme - Élection de M. Peter Sands au poste de directeur exécutif

La France salue l'élection de M. Peter Sands comme nouveau directeur exécutif du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Le Fonds mondial bénéficiera de son engagement en faveur de la santé mondiale et de son expertise en matière de gestion et de finances.

Depuis sa création en 2002, le Fonds mondial est intervenu dans plus de 140 pays pour lutter contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Il a permis de sauver plus de 20 millions de vie, de mettre sous traitement 11 millions de personnes infectées par le VIH-sida, de tester et de traiter pour la tuberculose 17,4 millions de personnes et de distribuer plus de 795 millions de moustiquaires pour lutter contre le paludisme.

Ce bilan justifie l'engagement historique de la France en soutien de cette initiative. La France est le deuxième donateur historique du Fonds mondial, auquel elle a apporté à ce jour plus de 4,8 milliards d'euros, soit près de 13% du budget total de l'organisation depuis sa création. Pour le triennum 2017-2019, la France s'est réengagée à hauteur de 1,08 milliard d'euros.

La France se réjouit de poursuivre avec M. Peter Sands le travail engagé pour atteindre les objectifs ambitieux que la communauté internationale s'est fixée de mettre fin aux trois pandémies comme menaces à la santé publique d'ici 2030 et de garantir l'accès de toutes les populations concernées à des services de santé de qualité, de la prévention au traitement. La France remercie la directrice exécutive par intérim, Mme Marijke Wijnroks, et l'équipe du

secrétariat pour leur travail et leur engagement durant la période d'intérim et de transition.

Exposition universelle 2025 - 100 jeunes ambassadeurs du monde entier relaient la candidature de la France (Paris 12-17 novembre 2017)

Cent jeunes de 20 à 25 ans issus de 70 pays ont été invités du 12 au 17 novembre à Paris pour devenir officiellement les jeunes ambassadeurs de la candidature de la France à l'Exposition universelle de 2025.

Ils se sont tous engagés à porter cette grande ambition pour 2025 aux quatre coins du monde en appui des démarches qui seront conduites par le réseau diplomatique mobilisé pour porter cette candidature. Durant cette campagne qui se déroulera jusqu'en novembre 2018, ils incarneront nos valeurs et remettront aux autorités de leur pays une lettre de demande de soutien à la candidature française à l'Exposition universelle de 2025.

Cette candidature est celle de la jeunesse. Dès 2013, plus de 1.000 étudiants issus de tous les continents ont imaginé l'Exposition universelle du XXIème siècle dont le thème sera : «La connaissance à partager, la planète à protéger». En rassemblant ces 100 jeunes à Paris, la France donne le coup d'envoi d'une candidature renouvelée dans les méthodes et les ambitions.

Au cours de cette semaine, ils auront l'occasion de se familiariser avec le dossier. Ils visiteront le site de Paris-Saclay et ses campus et rencontreront les partenaires privés et publics du comité EXPOFRANCE 2025. Ils rédigeront ensuite ensemble la lettre de demande de soutien qu'ils remettront aux autorités de leur pays.

Ils participeront enfin à la présentation officielle de la candidature française au cours de l'assemblée générale du bureau international des expositions qui se tient le 15 novembre.

Caraïbes - 13ème conférence de coopération régionale dans la zone Antilles-Guyane (Pointe à Pitre, 16 et 17 novembre 2017)

Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères réunit les 16 et 17 novembre à Pointe-à-Pitre plus de 200 intervenants de la zone Antilles-Guyane pour évoquer les opportunités de coopération régionale.

Aux représentants de l'État et des exécutifs régionaux et départementaux de la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Saint-Barthélemy et Saint-Martin se joindront les ambassadeurs en poste dans les pays de la Caraïbe et au Brésil ainsi que le consul général de France à Miami. Cette conférence associera également des représentants des entreprises et des organismes des secteurs public et privé impliqués dans la coopération régionale.

Les collectivités françaises d'Amérique sont confrontées à des enjeux de taille qui nécessitent une coopération régionale renforcée, qu'il s'agisse de développement des entreprises dans leur

environnement régional, de lutte contre le réchauffement climatique, de réponse aux ouragans et aux catastrophes naturelles, de prévention et de lutte contre les épidémies ou de sécurité et de lutte contre les trafics.

La conférence ouvrira ses travaux sur les opportunités d'accès aux marchés des pays de la région pour les entreprises des collectivités françaises d'Amérique. Elle se poursuivra par des échanges sur les stratégies régionales dans les domaines de la formation, de la coopération sanitaire, de la réponse aux risques naturels, de la coopération décentralisée et de la mise en oeuvre des outils d'aide au développement. Durant cette conférence, l'expertise des collectivités françaises dans leur environnement régional et la nécessité de bâtir des coopérations renforcées face aux enjeux communs seront mis en exergue. Seront évoqués notamment un projet d'ERASMUS régional, la coordination de la prévention des épidémies, la régionalisation des stratégies de recherche d'emploi et le renforcement de la sécurité corollaire d'une demande forte de facilitation des échanges.

Une demi-journée sera par ailleurs consacrée à des rencontres entre ambassadeurs et entrepreneurs, sur le modèle des rencontres organisées lors de la semaine annuelle des ambassadeurs (#1ambassadeur1entrepreneur).

Zimbabwe

Q - Quelle est votre réaction suite à la prise du pouvoir de l'armée au Zimbabwe ?

R - La France, en concertation avec ses partenaires, notamment européens, suit avec attention les événements en cours au Zimbabwe.

Nous rappelons notre attachement à la légalité constitutionnelle et au respect des aspirations légitimes du peuple zimbabwéen. Nous encourageons toutes les parties à rechercher une solution dans ce cadre et sans violences.

Notre ambassade a adressé très tôt ce matin des consignes de sécurité à nos compatriotes résidents et de passage. Par mesure de précaution, l'école française a été fermée aujourd'hui.

Iran

Q - Federica Mogherini a déclaré hier qu'elle n'envisageait pas une discussion au niveau européen à court terme sur le programme balistique iranien ni d'éventuelles sanctions si nécessaire sur ce programme. Est-ce que ceci est en harmonie avec votre vision pour traiter ce dossier ?

R - La France est préoccupée par la poursuite à un rythme soutenu du programme balistique iranien, non conforme à la résolution 2231 du conseil de sécurité et source de déstabilisation et d'insécurité pour la région.

Face aux activités balistiques de l'Iran, la France souhaite examiner toutes les options diplomatiques : dialogue politique franc et sans concession avec l'Iran ; enquêtes du secrétariat général des Nations unies ; si besoin était, nouvelles sanctions européennes à l'encontre d'entités ou d'individus iraniens impliqués dans le programme balistique ; et enfin ouverture à une négociation sur le sujet. Nous discutons de cette question de manière étroite avec nos partenaires européens et le service européen d'action extérieure.

Il s'agit d'un sujet distinct de l'accord de Vienne sur le nucléaire, qui doit être préservé en l'état et mis en oeuvre de manière rigoureuse par tous.

Yémen

Q - Un raid aérien de la coalition sous commandement saoudien a rendu inutilisable l'aéroport de Sanaa hier alors que plusieurs millions de Yéménites dépendent de l'aide humanitaire. Estimez-vous que les promesses de la coalition sont suffisantes pour l'acheminement de l'aide humanitaire de façon sûre, complète et inconditionnelle dans le pays ?

R - M. Jean-Yves Le Drian évoquera la crise au Yémen, notamment humanitaire, à l'occasion de son déplacement en Arabie saoudite les 15 et 16 novembre.

Il rappellera à ses interlocuteurs l'exigence d'un accès humanitaire sûr, complet, inconditionnel et sans entrave à l'ensemble des populations civiles dans le besoin, conformément au droit international. L'intégralité des ports et des aéroports du Yémen doivent permettre l'accès du personnel et de l'aide humanitaire ainsi que les évacuations sanitaires nécessaires.

La France réitère son appel à un cessez-le-feu immédiat et à la reprise sans conditions des négociations en vue d'une solution politique, sous l'égide des Nations unies, seule voie possible pour ramener la paix dans le pays. Elle continuera en outre d'être active à titre national en soutien des acteurs humanitaires multilatéraux et des ONG présents au Yémen./.